

Québec : horizon 2019–2020

LE QUÉBEC POURSUIT SA SÉQUENCE SPECTACULAIRE

Nous continuons d'entrevoir une modération de la croissance économique du Québec après l'essor de 2017-2018, qui a été nettement supérieur à son rythme potentiel sous-jacent. Une révision à la hausse à 2,1 % de la croissance du PIB réel en 2019 s'explique essentiellement par les gains des dépenses des ménages auxquels on s'attendait et qui ont été plus forts qu'escompté. La création d'emplois s'est accélérée depuis un début plus discret en 2019, les pénuries de main-d'œuvre continuent de faire monter les salaires, et les ventes au détail, les achats de véhicules automobiles neufs et les dépenses réelles de consommation se sont relevés par rapport à l'an dernier. À mesure que nous avançons en 2020, nous prévoyons toujours un retour à des progrès plus durables; or, le solide début d'année place la croissance de 2019 sur des assises plus solides.

Nous prévoyons toujours une croissance plus modérée de la population provinciale en 2019-2020 et nous restons sceptiques quant aux avantages d'une baisse des cibles provinciales de l'immigration. Jusqu'à maintenant, le Québec a réussi à maintenir ses gains démographiques à plus de 1 %, en partie grâce à la prise en charge d'un plus grand nombre de travailleurs étrangers temporaires (TET) (graphique). Le gouvernement provincial a mis en œuvre des politiques pour améliorer l'intégration des travailleurs temporaires afin de corriger les pénuries du marché du travail avec la chute du nombre des nouveaux arrivants, et les statistiques laissent entendre que les entreprises qui tâchent de pourvoir les postes inoccupés doivent s'adapter. Or, nous pensons que l'explosion récente du nombre de TET accueillis ne peut pas être soutenue et que le rythme de la croissance démographique se ralentira probablement lorsque la modération de l'expansion donnera lieu à des exflux plus importants de résidents à destination des autres provinces.

Les gains de population et de dépenses des ménages continuent de dynamiser l'activité sur le marché du logement. À Montréal, le ratio des ventes par rapport aux nouvelles inscriptions a atteint, au début de l'année, un sommet absolu, sur le marché local le plus tendu au Canada en avril. La conjoncture est restée favorable aux vendeurs malgré l'effervescence dans la construction de logements et dans l'investissement résidentiel. En dépit des pénuries de terrains vagues sur l'île de Montréal, nous continuons de croire que la demande et l'offre de logements se rééquilibreront généralement lorsque la croissance se ralentira pour se rapprocher de son rythme tendanciel sous-jacent.

Par contre, l'investissement du secteur privé a déçu au début de l'année; or, la baisse inscrite au premier trimestre dans les dépenses de machinerie et d'équipement et dans la construction résidentielle s'est accompagnée de révisions à la hausse des dépenses en immobilisations de 2018. Ces baisses laissent entendre que l'adoption des provisions pour amortissement accéléré du fédéral et des provinces a été plus limitée que ce que nous avions prévu. À terme, les projets de transport en commun de Montréal et les travaux consacrés à une mine de lithium limitent la baisse de l'activité dans l'investissement de concert avec le relèvement des dépenses d'infrastructures annoncées dans le budget québécois de mars 2019; toutefois, le premier trimestre ne se solde pas moins par un acquis léthargique pour la fin de 2019.

La balance commerciale extérieure de cette province paraît aussi appelée à connaître une croissance plus modeste. Les exportations réelles se sont repliées de presque 15 % (en glissement trimestriel et en chiffres annualisés) au T1 de 2019 et affrontent un risque évident de baisse en raison des tensions sino-américaines soutenues, qui semblent vouloir peser sur le volume des échanges commerciaux mondiaux. En 2019, le ralentissement de la croissance de l'économie américaine devrait aussi faire plier la demande internationale à l'importation, alors que le passage à vide de l'Alberta en 2019 pèsera sur les exportations interprovinciales de machinerie, même si l'élimination des sanctions tarifaires américaines sur l'acier et l'aluminium est une bonne nouvelle pour la balance commerciale du Québec.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
 416.866.4733
 Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Québec				
variation en %, sauf indication contraire				
Conjoncture économique	17	18e	19p	20p
PIB réel	2,8	2,5	2,1	1,8
PIB nominal	5,0	4,2	3,2	3,7
Emploi	2,2	0,9	1,5	0,8
Taux de chômage en %	6,1	5,5	5,2	5,4
Mises en chantier de logements en milliers	46	47	46	41
Situation budgétaire	EF18	EF19	EF20	
Solde du budget, en % du PIB	1,1	0,58	0,0	
Dette nette, en % du PIB*	43,0	40,1	39,0	

* Après les dépôts dans le Fonds des générations. ** PIB nominal prévu : Études économiques de la Banque Scotia. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances du Québec.

Le Québec fait de plus en plus appel à des travailleurs étrangers temporaires

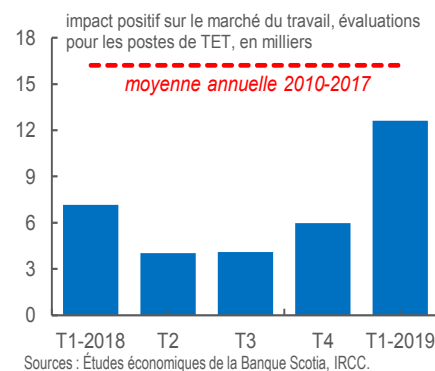


Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)											
	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC	
PIB réel												
2000-17	2.1	2.4	1.8	1.3	1.2	1.8	2.0	2.3	2.0	2.8	2.7	
2017	3.0	0.9	3.5	1.5	1.8	2.8	2.8	3.2	2.2	4.4	3.8	
2018e	1.9	-2.7	2.6	1.2	0.1	2.5	2.3	1.3	1.6	2.3	2.4	
2019p	1.4	2.0	2.1	1.3	0.6	2.1	1.4	1.5	1.4	0.5	2.2	
2020p	2.0	0.8	2.0	1.3	0.8	1.8	1.8	1.5	1.6	2.5	3.0	
PIB nominal												
2000-17	4.3	5.6	4.2	3.3	3.4	3.7	3.9	4.4	5.4	5.9	4.7	
2017	5.6	4.3	4.8	2.9	4.3	5.0	4.1	5.4	4.8	10.0	6.9	
2018e	3.6	0.5	4.6	3.2	1.9	4.2	3.5	3.1	3.8	4.5	4.4	
2019p	2.7	3.0	4.1	3.0	2.2	3.2	2.6	3.3	3.3	1.3	4.2	
2020p	4.2	3.9	3.9	3.3	2.5	3.7	3.7	3.3	4.0	4.6	5.7	
Emploi												
2000-17	1.4	0.6	1.1	0.6	0.4	1.3	1.3	1.0	1.1	2.2	1.5	
2017	1.9	-3.7	3.1	0.6	0.4	2.2	1.8	1.7	-0.2	1.0	3.7	
2018	1.3	0.5	3.0	1.5	0.3	0.9	1.6	0.6	0.4	1.9	1.1	
2019p	2.1	1.9	1.4	2.3	0.5	1.5	2.5	1.2	1.6	1.0	3.0	
2020p	1.0	0.2	0.8	0.3	0.2	0.8	1.2	0.6	0.7	1.0	1.5	
Taux de chômage (%)												
2000-17	7.1	14.3	11.1	8.8	9.5	7.9	7.0	5.1	5.0	5.3	6.5	
2017	6.3	14.8	9.8	8.4	8.1	6.1	6.0	5.4	6.3	7.8	5.1	
2018	5.8	13.8	9.4	7.6	8.0	5.5	5.6	6.0	6.1	6.6	4.7	
2019p	5.7	11.8	9.0	6.8	8.0	5.2	5.6	5.5	5.5	6.7	4.6	
2020p	5.9	11.6	9.0	6.8	8.0	5.4	5.8	5.5	5.5	6.8	4.7	
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)												
2000-17	200	2.5	0.8	4.3	3.4	44	72	5.2	5.2	34	29	
2017	220	1.4	0.9	4.0	2.3	46	79	7.5	4.9	29	44	
2018	213	1.1	1.1	4.8	2.3	47	79	7.4	3.6	26	41	
2019p	202	1.0	0.9	3.9	2.1	46	69	6.8	3.2	26	44	
2020p	199	1.3	0.8	3.8	2.0	41	72	6.0	4.8	30	37	
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)												
2000-17	1,657	29	6	48	38	413	635	47	45	216	180	
2017	2,041	33	9	59	42	453	847	62	56	245	235	
2018	1,984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217	
2019p	1,935	30	9	51	39	447	813	60	49	220	217	
2020p	1,915	30	9	50	37	440	800	56	48	217	228	
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)												
2017	-18,957	-1,148	-1	151	-117	2,361	-2,435	-789	-1,218	-10,784	2,727	
2018	-18,961	-911	1	230	67	2,622	-3,672	-695	-303	-8,023	301	
2019e	-11,815	-522	14	28	5	2,500	-11,700	-470	-380	-6,711	374	

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.